



**The Ministerial Conference of the Least Developed Countries on
Enhancing the Development Impact of Remittances**

**La Construction de Secteurs Financiers Inclusifs :
Améliorer l'accès pour tous aux services financiers**

Makarimi ADECHOUBOU
Directeur Technique Régional
Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU)
Cotonou, le 9 février 2006



FENU

Plan de la présentation

- 1. L'approche sectorielle du développement de la Microfinance**
- 2. Cadre conceptuel d'élaboration des politiques et stratégies nationales de Microfinance**
- 3. Transferts des migrants et Microfinance**



FENU

I – Approche Sectorielle du Développement de la Microfinance



FENU

L'approche sectorielle

- **Vision** : les pauvres et les personnes à faibles revenus ont besoin d'un accès pérenne aux services financiers. Il est nécessaire de développer la capacité du secteur pour y répondre de façon optimale.
- **Objectif** : permettre aux pauvres et aux populations à faibles revenus d'avoir un accès durable aux services financiers.
- **Politique** : créer un environnement favorable au développement optimal d'une industrie de microfinance compétitive comme partie intégrante du système financier.
- **Stratégie** : vision partagée du développement du secteur, politique et stratégie nationales, plan d'action et budget.
- **Groupe cible** : tous les acteurs du secteur.
- **Indicateurs de performance** : intégration du secteur de la microfinance dans le secteur financier, écart demande et offre, taux de bancarisation...
- **Avantages** : approche coordonnée et concertée, utilisation plus efficace de l'aide et accès durable pour les pauvres.



FENU

Approche sectorielle et secteurs financiers inclusifs

Une approche coordonnée visant l'intégration du secteur de la microfinance au secteur financier formel est l'approche la plus efficace pour réduire la pauvreté et contribuer à la réalisation des OMD



II – Cadre conceptuel d'élaboration des politiques et stratégies sectorielles

Justification et bien-fondé (1)

Nécessité d'une démarche concertée et d'un processus très participatif, prenant en compte les contraintes et les attentes des différents acteurs et appuyé sur les bonnes pratiques.



FENU

Justification et bien-fondé (2)

La SNMF est la résultante :

- d'un diagnostic précis du secteur, de ses forces, faiblesses, menaces et opportunités ;**
- de la fixation de choix réalistes et concertés ;**
- de la détermination d'objectifs opérationnels adéquats ;**
- de la définition claire des rôles et responsabilités de chaque catégorie d'acteurs.**



FENU

Contenu de la SNMF

Vision : Situation attendue du secteur sur une période de 5 à 15 ans

Objectif: Il s'agit de l'objectif attendu de la mise en œuvre de la SNMF (amélioration de l'accès des pauvres à des services financiers durables)

Objectifs opérationnels

1. Amélioration du cadre légal, réglementaire, fiscal et juridique
2. viabilité et diversification de l'offre de produits et services financiers
3. Articulation banques – microfinance
4. Amélioration du cadre institutionnel



FENU

Contenu de la SNMF

Résultats

En termes quantitatifs, il s'agit d'augmenter :

- le nombre d'IMF viables
- le taux de pénétration
- le nombre de clients actifs
- la qualité des portefeuilles de crédit

Impacts attendus

1. amélioration des revenus et réduction de la pauvreté ;
2. renforcement du tissu économique par la promotion des micros et petites entreprises ;
3. articulation banques – microfinance.



FENU

Plan d'actions de la SNMF

Il permet de :

- Définir les activités à mener, les résultats attendus, les indicateurs et le calendrier d'exécution ;
- Appréhender les facteurs de risques et les modalités de les atténuer ;
- Établir un budget en fonction de la catégorie d'acteurs.

Les parties prenantes

- ✓ Gouvernement
- ✓ Banque Centrale
- ✓ Associations professionnelles d'IMF
- ✓ Secteur bancaire
- ✓ Bailleurs de fonds



FENU

III – Mise en œuvre d'une SNMF et impact sur les transferts des migrants



FENU

Transferts des migrants : Généralités (1)

- Difficulté à évaluer les flux qui sont majoritairement informels.
- Chiffres estimatifs de la Banque Mondiale : *232 milliards \$* de fonds transférés en 2005 dont 167 milliards vers les PED.
- Montant réel est sans doute plus important : les envois informels pourraient accroître ces chiffres d'environ 50%.
- Ces transferts représentent la plus grande source de devises pour certains pays et le double de l'aide totale au développement



FENU

Transferts des migrants : Généralités (2)

Causes des transferts informels

- Rapidité, discrétion et minimum de formalités ;
- Inadaptation et/ou inefficacité des services bancaires et structures de change ;
- Taux de change des pays destinataires surévalué ;
- Système restrictif de contrôle des changes des pays destinataires.

Utilisation des fonds transférés

- Dépenses courantes (consommation, alimentation, santé, habillement) ;
- Construction ou amélioration de l'habitat ;
- Achat de terrain ou de bétail ;
- Epargne et investissement productifs (faible pourcentage).



FENU

Transferts des migrants et Microfinance (1)

Quelques questions pour nourrir la réflexion ?

- Les transferts des migrants ont-ils un impact réel sur les PMA ?
- Que faire pour permettre aux IMF de mieux capter les fonds transférés par les migrants ?
- Si oui, comment prendre en compte cette problématique dans le cadre des stratégies nationales microfinance ?



FENU

Transferts des migrants et Microfinance (2)

Tendance : les institutions de microfinance s'impliquent de plus en plus dans la collecte et la transformation des fonds transférés par les migrants

Objectif pour le secteur de la microfinance

Accroître la fluidité et l'efficacité des transferts de fonds en :

- s'appuyant sur un cadre légal et réglementaire incitatif
- améliorant l'offre de services des IMF
- favorisant l'articulation avec le secteur bancaire

Ces éléments sont les principaux axes d'intervention de la SNMF



FENU

Transferts des migrants et SNMF (1)

1. *Mise en place d'un cadre légal et réglementaire incitatif*

- Adapter le cadre légal et réglementaire : émergence d'IMF de formes juridiques diverses ;
- Améliorer la supervision des IMF pour une sécurisation des fonds transférés par les migrants.

2. *Amélioration de l'offre de services financiers par les IMF*

- Augmenter la couverture géographique des IMF en vue de se rapprocher des populations destinataires des fonds ;
- Améliorer la gestion des institutions : réalisation de plans d'affaires, marketing... ;
- Diversifier les produits financiers offerts afin d'orienter les fonds transférés vers l'épargne et l'investissement



FENU

Transferts des migrants et SNMF (2)

3. *Meilleure articulation avec le secteur bancaire*

- Encourager les partenariats entre IMF et banques afin de délocaliser les transferts de fonds vers les zones non couvertes par les banques.

4. *Autres mesures*

- Organiser et diffuser, auprès des migrants, l'information sur les IMF existantes et les services financiers offerts ;
- Appuyer l'élaboration de projets d'entreprise par les migrants ou les bénéficiaires des fonds dans les pays d'origine.



FENU

Conclusion

- **Existence de liens forts entre l'approche sectorielle du développement de la microfinance et l'épargne des migrants.**
- **L'implication progressive des IMF dans le marché des transferts devrait améliorer l'impact des flux financiers concernés notamment en zone rurale.**
- **Cela passe par une amélioration de l'infrastructure financière prenant en compte les aspects non exhaustifs suivants :**
 - ✓ **Extension des réseaux de microfinance par la création des unités de proximité ;**
 - ✓ **Développement et diversification des produits financiers ;**
 - ✓ **Professionalisme des acteurs ;**
 - ✓ **Partenariat et articulation renforcés entre les banques et les IMF.**



FENU

Merci de votre attention



FENU

DENI: AN INGENEIOUS PROPOSAL

With a Practical and Immediate Impact on Development

presented at

**The Ministerial Conference of the
Least Developed Countries on
Enhancing the Development Impact of
Remittances**

held in

Cotonou, Benin

February 9-10, 2006

EXECUTIVE SUMMARY

F.W. KWOPA*

Back in 1990 when the international community first recognized the phenomenon of remittances, they frowned on it and dismissed it as inconsequential in the development of Africa. But Africans in the Diaspora never lost faith in the remittance lifeline. We kept sending money home even if there was a civil war or no government, as in Somalia, and even if there in no bank, we still send money home. Such is our determination to send money home. Why? Because we have a moral responsibility and duty to support our people. And now the international community has finally come round not only to recognize this phenomenon, but to fully embrace it as critical in the survival of our communities.

Consumption: Yes, it is true that practically all the money we send home is used for consumption by our extended families. On average, those of us who do send money home, send about US\$ 1,000 a year spread over many relatives: US\$100 to my mother, US\$100 to my dad, US\$200 to my brother, US\$100 to my sister, US\$50 to my cousin and so on down the line. And as everyone has noted quite correctly in this conference, that money goes to support our families and helps immensely in reducing poverty.

Small or microenterprises: But every once in a while, those of us who can, do send perhaps 3,000 or even 5,000 US dollars to help a sister open a cosmetics boutique. That is helpful in creating gainful employment for our relatives.

The next level: The thrust of this conference suggests that we are looking, indeed searching to go to the next level. Africans in the diaspora have resolved to go to the next level as well: to engage in large-scale investment opportunities for the purpose of poverty reduction. So why haven't we done it? The honest answer is that if we could, we would have done so already.

* US-AFRICA BUSINESS COUNCIL,
P.O. Box 441994
SOMERVILLE, MA 02144 USA
TEL: (781) 648-2535
Email: frederickkwoba@hotmail.com

ADB/World Bank/UNDP: For us to move to the next level of large-scale investments, we need a formal structure as well as credible institutions like ADB/World Bank/UNDP to stand by us. We are not looking for money from ADB/World Bank/UNDP. All we need is ADB/World Bank/UNDP to stand by us as a *confidence booster* to encourage Africans to pool their resources for large-scale investments.

DENI: Direct Expatriate Nationals Investment. We have developed a programme called DENI, designed to bring Africans together to pool their resources for large-scale investments in their home country. This will be done country-by-country, meaning Beninese will have their own DENI Programme for Benin, Ghanaians their own DENI Programme for Ghana, Malians theirs for Mali, Nigerians theirs for Nigeria and so on down the line until we get to Zimbabweans with their own DENI Programme for Zimbabwe.

DENI Briefing: DENI says we take a country (such as any mentioned above) and target, say 100,000 nationals, both at home and abroad, and encourage them to invest US\$1,000 each in this initiative for their country. That would immediately raise US\$100,000,000 in cash for the government – **cash on the table** that is neither a loan nor a grant. No strings attached. No conditionalities. DENI is designed to be totally owned by the government and its people. For a government that has received a debt forgiveness of, say US\$ 500,000,000, DENI suggests that that amount of forgiveness be passed on to the people through this ingenious conversion for purposes of poverty reduction. The government gets US\$100mio in cash from its nationals upfront that is not a loan nor a grant.

Charity vs. Investment: But this is not charity to the government either. In the interests of poverty reduction, the government has to agree to give each one of these nationals US\$5,000 worth of shares in a privatized company. For this to serve as a sustainable solution to poverty reduction, this investment must be in permanent assets derived from a permanent enterprise such as the electricity or telephone company. We will always need electricity, we will always need telephones.

Electricity Company: Only one quality is required for this asset. It has to be a permanent asset that will be there for generations to come. That is the only way we can sustain the fight against poverty.

DENI's preferred asset is the government-owned electricity company. Electricity is a permanent asset because we will always need electricity from generation to generation.

Development Impact: If we did that we would end up with a win-win-win situation, meaning the nationals in the diaspora will win, the nationals at home will win and the government also will win. A hundred thousand nationals will own a US\$500mio enterprise that would have otherwise gone to the so-called Foreign Direct Investor. What is more, the revenue from that enterprise now stays in the country and is spent in the country, thus spawning an increased level of commercial activity at the grassroots, and stimulating the whole economy. If we assume that each one of these 100,000 participants has an extended family of 20, the programme will benefit 2 million people in the country.

Benin Initiative: Let us use Benin as an illustration: Some Beninese in the US estimate that there are as many as 1,780,000 Beninese living outside the country and that they send home at least US\$100 million a year in remittances. And, as the minister lamented, very little of that goes into credible investments. So, here is what I am going to propose as going to the next level; and there is no other country better placed to provide pioneering leadership for this proposal than Benin, which is hosting us. Let us set a goal of targeting 1,000,000 Beninese, both at home and in the diaspora, each to invest US\$200. That will give us a fund of US\$200,000,000 in cash that is *neither a loan nor a grant*.

Beninese Participants in DENI:

Target 1,000,000 *bona fide* Beninese to participate in the DENI programme, and achieve 7,000,000 direct beneficiaries overall as follows:

1,000,000 Beninese x 7 (Ubuntu factor) = 7,000,000 beneficiaries.

Participation limited to a flat amount of US\$200 per person.

Funds raised: US\$1,000,000 x US\$200 = US\$200,000,000 in cash, at 20c/\$1, equivalent to \$1,000,000,000 debt dividend. We will then identify a government-controlled permanent asset or a set of assets worth 1 billion US dollars, given to 1million Beninese. This way we keep the family jewels in the family for generations to come, instead of selling them to foreigners. Africans in the diaspora have determined that we can implement this program in eight months, i.e. less than a year.

Result: 7,000,000 Beninese, the entire population, stand to benefit from this.

If anyone can present to you a single programme that can do so much, for so many, so soon, take it. Such is the power of DENI.

Success Factors of a Poverty Reduction Programme:

1. It has to be interventionist in nature and a not just a good governance programme (like many PRSPs).
2. Be massive in scale (*impact at least one-half of the population, if not the entire population outright*).
3. Be all-inclusive (not discriminate against any part of the country or segment of the population).
4. Strengthen the resource mobilization capacity for the country concerned.
5. Be implemented in less than a year.

Culture of Ownership

We want to replace a culture of foreign aid dependency with a *Culture of Ownership*. This is not about African socialism or a communist ideology. Ownership has always been there in our culture, long before Western civilization came to our shores. We are simply restating what is familiar to most of us. Our ancestors owned property, so recreating a culture of ownership to replace a culture of aid dependency is not foreign to us. We can do it and do it successfully.



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation Internationale pour les Migrations
OIM Organización Internacional para las Migraciones

Ministerial Consultations of the Least Developed Countries on migrant remittances
Cotonou, 9-10 February 2006

Speech of Ms. Ndioro Ndiaye
Deputy Director General
International Organization for Migration (OIM)

Honorable Minister Salami,
Excellency Ambassador Chowdhury
Distinguished Ministers and Delegates,
Ladies and Gentlemen

It is a great honor and pleasure for me to address the convening of the first Ministerial Conference for the Least Developed Countries (LDC's) on enhancing the development impact of remittances whose outcomes and conclusions will lead to a comprehensive review of the Programme of Action of LDC's.

On behalf of the International Organization for Migration and its Director General, I would like to express my profound appreciation to the Government of Benin for hosting this important event, and in particular to His Excellency Mathieu Kerekou, President of the Republic of Benin, without whose leadership and vision this Conference would not have taken place. His initiative in the high level segment of ECOSOC has paved the way for the convening of this important Conference. My heartfelt thanks to you and all the officials and support staff who have worked tirelessly for the preparation and successful convening of this meeting.

Allow me, Mr. Minister, to take the opportunity to highlight the important role of our partner organization, the United Nations Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing Countries (UN-OHRLLS), and in particular of Ambassador Chowdhury, whose pivotal role in mobilizing support for the Programme of Action for the Least Developed Countries has contributed immensely to an awareness of the special needs of the most vulnerable countries in the world. His committed team and its excellent cooperation have resulted in what promises to be a very successful and important event.

I wish to express my special recognition to the valuable financial and technical support of the Governments of Ireland and Norway, as well as the World Bank and UNDP.

Finally, allow me to thank all the experts and representatives of the various stakeholders whose presence here once again demonstrates the importance of this Conference and allows us to share experiences and lessons learnt amongst our partners.

Honorable Minister,
Distinguished Ministers and Delegates,

This is the first international conference which explicitly addresses the linkage between LDC's, the poorest and most vulnerable entities in the world, and the potential development impact of remittances. Holding this important meeting on the African Continent where most LDC's are located, and in particular in the Sub-Saharan region, is important for all of us. By the year 2015, more than half of the poor will be living in Sub-Saharan Africa. This reality constitutes the most critical challenge for Africa and such an important event which gathers most LDC countries gives us the unique opportunity to commonly explore new and innovative ways of enhancing the development of the poorest countries in the world.

This Conference, as you all know, is organized in the framework of the Programme of Action of LDC's, with its aim of poverty reduction and achieving sustained growth and sustainable development in LDC's including attainment of the Millennium Development Goals. Its overall objective is to explore avenues to enhance and improve the development impact of remittances in LDC's by providing a forum to share experiences and lessons learned, consult on issues faced by migrant remittances and develop and propose practical solutions to optimize development benefits.

All of us are aware of the importance and potential role that remittances can play in enhancing development. Throughout the world, remittance transfers improve the standard of living of millions of poor people by providing them with essential resources for food, housing, health and education. In 2005, remittances have achieved around 167 Billion USD, and the amount sent through informal channels is estimated equally high. Thus, remittances constitute the second largest capital flow to developing countries after Foreign Direct Investment. Remittances also play a key role in alleviating poverty and contribute to the achievement of the millennium development goals. Furthermore, they generate economic growth and development, and constitute the most direct link between migration and development. It is indeed a fact that remittances in the LDC's have not received the sustained attention they require and the convening of this meeting is a more than timely occasion to address this important topic.

Although not a substitute for development assistance, remittances usually increase in times of hardship and, for some countries, are more relevant than either foreign direct investment or official development aid and therefore remittances need to complement efforts also from the industrialized countries. While the eminently private nature of remittances must always be stressed, it is reasonable to estimate that 15 to 20% of their

amount – in the presence of appropriate incentives - may be invested in the creation of small and medium companies and in other economic activities. The international community appears now ready to work on how to best enhance the development impact of remittances as a complement, not a substitute, to the commitments reiterated at the Monterrey Conference. Despite the fact that the Monterrey Consensus portrays international trade as an engine for development, exports from many of the LDC's continue to face a variety of barriers. The debt relief which has been agreed upon by the G 8 summit in 2005, and whose beneficiaries are mainly LDC's, was certainly a decision of major importance. But this process should be reinforced by further measures to be taken to assist LDC's in fostering their economies by reducing trade barriers. Further measures could entail duty-free access for LDC's exports to developed countries, as well as flexibility in rules, longer transition periods for implementation, waivers on many reporting requirements, and greater policy space for home-grown development strategies. In addition, a more serious and genuine effort is needed to enhance the voice and effective participation of developing countries, including the LDC's, in global economic decision making. LDC's need assistance to derive benefits from globalization and support in mitigating its negative consequences.

There is a strong need to recognize the diversity of remittance types, as well as their different potentials and benefits for development. As a result, there is no unique or homogenous approach to enhancing the impact of remittances as every LDC's situation is particular. However, there are a number of states whose experience in the past may serve as a good example on how to improve remittance services. We should also not limit ourselves to a purely economic analysis of costs and benefits, but also take into account the possible cultural and social impact and contribution remittance can make.

Indeed, remittances are above all private and family funds that should not be appropriated by the State. An inclusive and comprehensive approach to remittances involving all stakeholders, including civil society, migrant associations, private sector and most of all the migrants themselves, is very much needed to create a sustainable development in LDC's.

Let me highlight a few important points which are of considerable importance with regard to the development impact of remittances and which I hope you will include in your deliberations:

Remittances in LDC countries are often sent through informal channels. Sub-Saharan countries receive the lowest proportion of recorded remittances, amounting to only 1.5 % of the total global figure. This may also be due to the fact that transmittal costs are considerably high and often not proportionate to the actual costs of a transaction. Experts estimate that even a reduction by 2-5 % combined with eliminating dual exchange rates would actually increase remittance flows for the Sub-Saharan Region by 122 % or more. Expanding sending mechanisms as well as improving competition and transparency will further lead to a reduction in costs.

Allow me to raise the question as to why certain countries, especially in the Sub-Saharan region, show a significantly lower percentage of remittance flows as compared to other

regions in the world. Good governance, stable economies as well as a healthy investment climate are amongst some of the factors which could create the incentives for increased remittance flows. A more favorable and conducive political as well as economic environment need to be created in order to encourage migrants to increase their remittances through formal channels. This meeting provides us with a unique opportunity as it gathers decision makers from governments as well as financial institutions and we are here to address together this crucial question and find appropriate solutions.

Therefore, comprehensive state policies need to be put into practice in order to create more incentives for remittances. Such policies may comprise aspects as simplifying regulatory frameworks, enlarging remittance services by banks and other financial institutions, quality control and evaluation of existing services, information dissemination to migrants or capacity building in the various sectors involved.

On the other hand, potential remittance receivers as well as senders face a lack of accessibility, particularly in rural areas. Information and support needs to be provided to potential remitters. The private sector must take on its work in partnership with the public. Access to remittance services must become more cost-effective, fast and safe, as this would increase the availability of funds in LDC's.

In order to improve the use of remittances for development purposes, data about remittance flows needs to be properly collected and evaluated. Currently, most Sub-Saharan states do not gather basic data on remittance flows. Data needs to be compiled and disseminated in order to inform migrants about investment and saving opportunities, and allow the sharing of best practices and experiences.

Diaspora and Home Town Associations play a key role in creating and maintaining a generic link between the migrant and its country of origin. They should promote development by saving and investing in their countries of origin. Further they are of vital importance for collecting and providing information on different transfer models.

Comprehensive and effective remittance management policies require an improved knowledge base. IOM has done considerable research in order to provide governments with tools to define their policies. Research has also been undertaken in LDC's such as Bangladesh, Burundi, Cambodia, the Democratic Republic of Congo, Haiti and Uganda.

In cooperation with the African Development Bank, IOM is currently elaborating a project on compiling a worldwide remittances inventory of existing policies and practices. This initiative would be particularly beneficial also for African countries and other relevant institutions dealing with migrant remittances.

Honorable Minister,
Distinguished Ministers and Delegates,

Today's Ministerial Consultations should provide an excellent opportunity to discuss experiences and views, share best practices and seek for timely solutions and responses to problems faced by migrant remitters and recipients. Innovative ways need to be explored

to encourage and enhance the development impact of remittances on poverty reduction and sustained growth.

As you are all aware, the year 2006 High-Level Dialogue will for the first be solely dedicated to the discussion of international migration and development. Therefore I wish that the outcome of this Ministerial Conference provide an important impetus to lay the basis for constructive and fruitful deliberations also at the UN level.

We stand ready and committed to assist the Governments of the LDC's to develop programs and follow-up activities for enhancing the development impact of remittances. Let us efficiently collaborate for the purpose of furthering the accomplishment of our common objective which is migration for the benefit of all.

I wish you success for your deliberations and am very much looking forward to participating in the discussions and learning from them.

Thank you all for your kind attention.



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation Internationale pour les Migrations
OIM Organización Internacional para las Migraciones

Consultations ministérielles des Pays les Moins Avancés concernant le renforcement de l'impact des rapatriements de fonds sur le développement

Cotonou, 9-10 février 2006

**Allocution de Madame Ndioro Ndiaye
Directeur général adjoint de
L'Organisation internationale pour les migrations (OIM)**

Monsieur le Ministre Salami,
Monsieur l'Ambassadeur Chowdhury
Distingués ministres et délégués,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur et un plaisir de m'adresser aux participants de cette première conférence ministérielle des pays les moins avancés (PMA), convoquée pour réfléchir au moyen de renforcer l'impact des rapatriements de fonds sur le développement -- une conférence dont les résultats et les conclusions déboucheront sur un réexamen global du Programme d'action des PMA.

Au nom de l'Organisation internationale pour les migrations et de son directeur général, j'aimerais faire part de ma vive reconnaissance au Gouvernement du Bénin pour avoir accueilli cette importante manifestation, et plus particulièrement à Son Excellence Mathieu Kérékou, Président de la République du Bénin, sans qui cette conférence n'aurait pu avoir lieu. Son initiative dans le segment de haut niveau de l'ECOSOC a ouvert la voie à la mise sur pied de cette importante conférence. Je vous exprime toute ma gratitude, ainsi qu'à tous les fonctionnaires et au personnel de soutien qui ont travaillé sans relâche à la préparation et à l'organisation réussie de cette rencontre.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de saisir cette occasion pour mettre en lumière le rôle important de notre organisation partenaire, le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement, et en particulier Son Excellence l'Ambassadeur Chowdhury, dont le rôle central dans la mobilisation du soutien au Programme d'action des PMA a énormément contribué à la prise de conscience des besoins particuliers des pays les plus vulnérables du monde. Grâce à son équipe dévouée et à son excellente coopération, nous nous trouvons aujourd'hui réunis ici pour cette importante rencontre qui promet d'être une grande réussite.

Je tiens aussi à faire part de ma profonde reconnaissance aux Gouvernements de l'Irlande et de la Norvège, ainsi qu'à la Banque mondiale et au PNUD, pour leur soutien financier et technique précieux.

Enfin, permettez-moi encore de remercier tous les experts et représentants des différentes parties prenantes, dont la présence ici démontre une fois encore l'importance de cette conférence et nous met en mesure d'échanger des expériences et des enseignements avec nos partenaires.

Monsieur le Ministre,
Distingués ministres et délégués,

Nous sommes ici réunis pour la première conférence internationale devant traiter explicitement des effets que peuvent produire les rapatriements de fonds sur le développement des PMA, à savoir les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Nous attachons tous une importance particulière au fait que cette importante réunion se tienne sur le continent africain, qui abrite la majeure partie des PMA, et plus particulièrement dans cette région subsaharienne. D'ici à 2015, plus de la moitié des pauvres de la Terre seront réunis dans cette même région. Cette perspective constitue pour l'Afrique le défi le plus critique auquel elle doit se préparer, et une rencontre aussi importante que celle-ci, où sont réunis la plupart des PMA, nous offre une occasion unique d'explorer conjointement de nouvelles méthodes pour renforcer le développement des pays les plus pauvres du monde.

Comme vous le savez tous, cette conférence est organisée dans le cadre du Programme d'action des PMA, qui vise à réduire la pauvreté et à assurer dans la durée la croissance et le développement, notamment en réalisant les Objectifs du Millénaire pour le développement. De manière générale, elle ambitionne d'explorer les voies qui permettraient de renforcer et d'améliorer l'impact des rapatriements de fonds sur le développement dans les PMA. À cet effet, la tribune qu'elle constitue remplit les conditions pour un partage d'expériences et d'enseignements tirés, un débat sur les problèmes que posent les rapatriements de fonds effectués par les migrants, et la formulation de solutions pratiques axées sur l'optimisation des avantages pour le développement.

Nous avons tous conscience de l'importance et du rôle potentiel que peuvent jouer les rapatriements de fonds dans le développement. De par le monde, les rapatriements de fonds améliorent le niveau de vie de millions de pauvres gens en leur procurant des ressources essentielles pour l'alimentation, le logement, la santé et l'éducation. En 2005, les fonds rapatriés ont atteint près de 167 milliards de dollars, et l'on estime qu'un montant à peu près équivalent a dû être transféré par des voies informelles. Les rapatriements de fonds constituent ainsi la deuxième forme la plus importante d'afflux de capitaux dans les pays en développement, après l'investissement étranger direct. Ils jouent en outre un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté et contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Par ailleurs, ils sont une source de croissance économique et de développement, et constituent le lien le plus direct entre migration et développement. Il ne fait pas de doute que les rapatriements de fonds à destination des PMA n'ont pas reçu l'attention qu'ils auraient méritée, et cette conférence ne survient certainement pas trop tôt pour traiter de cette importante question.

Même s'il ne faut pas y voir un substitut possible à l'aide au développement, le volume des rapatriements de fonds augmente habituellement en temps de crise, et, pour certains pays, ils revêtent même plus d'importance que l'investissement étranger direct ou l'aide officielle au

développement, raison pour laquelle ils doivent s'inscrire en complément des efforts que déploient par ailleurs les pays industrialisés. Si l'on ne peut trop souligner le caractère éminemment privé des rapatriements de fonds, il est raisonnable d'estimer qu'entre 15 et 20 % de leur volume -- sous réserve de formules incitatives appropriées -- pourraient être investis dans la création de petites et moyennes entreprises et dans d'autres activités économiques. La communauté internationale semble désormais prête à œuvrer pour renforcer au mieux l'impact des rapatriements de fonds sur le développement en tant que complément, et non substitut, des engagements réitérés lors de la conférence de Monterrey. Bien que le Consensus de Monterrey décrive le commerce international comme un moteur du développement, les exportations en provenance de nombreux PMA continuent de se heurter à maints obstacles. L'allègement de la dette, sur lequel sont tombés d'accord les membres du G-8 lors du sommet de 2005, et dont les bénéficiaires sont principalement des PMA, aura été, à n'en pas douter, une décision d'importance majeure. Mais ce processus doit être épaulé par d'autres mesures devant aider les PMA à renforcer leur économie en abaissant les obstacles aux échanges. De telles mesures pourraient être, par exemple, l'exemption de tout droit sur les importations en provenance des PMA dans les pays industrialisés, davantage de souplesse dans les réglementations, un allongement des périodes transitoires de mise en œuvre, la levée de nombreuses exigences relatives à l'obligation de rendre compte, et davantage d'espace politique pour des stratégies de développement élaborées localement. De plus, de vrais efforts s'imposent pour que soit mieux entendue la voix des pays en développement, et notamment des PMA, et pour qu'ils puissent participer efficacement aux processus décisionnels affectant l'économie mondiale. Les PMA ont besoin d'aide pour tirer les avantages potentiels de la mondialisation et en atténuer les conséquences néfastes.

Il importe manifestement de reconnaître la diversité des types de rapatriement de fonds, ainsi que leurs différents potentiels et avantages pour le développement. Par conséquent, il ne s'agit pas de prétendre aborder sous un angle unique la question du renforcement de l'impact des rapatriements de fonds dans la mesure où la situation de chaque PMA est particulière. Néanmoins, un certain nombre d'Etats ont en la matière une expérience qui peut servir d'exemple pour améliorer les services de rapatriement de fonds. Par ailleurs, nous ne devrions pas nous limiter à une analyse purement économique des coûts et des avantages, mais tenir compte également de l'impact culturel et social possible et de la contribution que peuvent apporter les rapatriements de fonds.

En effet, les fonds rapatriés sont avant tout des fonds privés et destinés à un usage familial, et les Etats ne doivent donc pas se les approprier. Une prise en compte de la question des rapatriements de fonds n'excluant aucun de ses aspects ni aucune des parties prenantes, à savoir la société civile, les associations d'immigrés, le secteur privé, et surtout les migrants eux-mêmes, est un passage obligé pour assurer le développement durable des PMA.

Permettez-moi de souligner quelques points importants qui revêtent une importance considérable au regard de l'impact des rapatriements de fonds sur le développement et dont j'espère qu'ils seront repris dans vos délibérations:

Les rapatriements de fonds à destination des PMA s'effectuent fréquemment par des canaux informels. Les pays de la région subsaharienne reçoivent la proportion la plus modeste des transferts de fonds dûment enregistrés, qui ne représentent pas plus de 1,5 % du total mondial des rapatriements de fonds. Cela peut également s'expliquer par le fait que les frais de transfert sont très élevés et ne correspondent souvent pas au coût réel de la transaction. Selon les estimations des experts, une simple réduction de 2 à 5 % des frais, combinée avec la suppression du double prélèvement de la commission de change, aurait pour effet de faire

faire un bond de 122 % ou davantage au volume des transferts de fonds à destination de cette région. Une multiplication des structures de transfert de fonds et une amélioration de la concurrence et de la transparence contribueraient également à faire baisser les coûts.

Permettez-moi de poser la question des raisons pouvant expliquer que certains pays, notamment dans la région subsaharienne, enregistrent un pourcentage de rapatriement de fonds significativement moindre que d'autres régions dans le monde. Une bonne gouvernance, une économie stable, ainsi qu'un climat d'investissement propice sont quelques-uns des facteurs pouvant inciter à une augmentation des transferts de fonds. Pour encourager les émigrés à rapatrier une plus grande part de leurs gains par les canaux officiels, il faut créer un environnement politique et économique plus favorable et plus porteur. Cette conférence représente une opportunité unique dans la mesure où elle met en présence des décideurs gouvernementaux et des représentants d'institutions financières. Nous sommes ici pour examiner ensemble cette question cruciale et essayer de lui apporter des solutions appropriées.

Il convient par conséquent de mettre en pratique des politiques nationales exhaustives afin de stimuler davantage les rapatriements de fonds. De telles politiques viseraient différents aspects, tels que la simplification des cadres de réglementation, l'amplification des services de transfert de fonds par les banques et autres institutions financières, le contrôle de la qualité et l'évaluation des services existants, la diffusion d'informations à l'adresse des migrants, ou encore le renforcement de potentiel dans les différents secteurs concernés.

D'autre part, les expéditeurs potentiels de fonds, tout comme les bénéficiaires, se heurtent à un problème d'accessibilité, notamment dans les zones rurales. Les personnes qui souhaitent rapatrier des fonds doivent être correctement informées et bénéficier d'un soutien dans ce sens. Il appartient au secteur privé d'assumer une partie de ce travail, en partenariat avec le secteur public. Il faut que les services de transferts de fonds deviennent moins coûteux, plus rapides et plus sûrs, ce qui contribuera à accroître le volume des rapatriements de fonds à destination des PMA.

Pour mieux utiliser les fonds rapatriés dans une optique de développement, il faut que les données relatives aux transferts soient correctement recueillies et évaluées. À l'heure actuelle, la plupart des Etats de la région subsaharienne ne collectent pas même de données de base sur les fonds rapatriés. Il faut que de telles données puissent être réunies et diffusées afin de pouvoir informer les migrants quant aux opportunités d'investissement et d'épargne et de permettre l'échange des meilleures pratiques et des meilleures expériences.

Les diasporas et les associations de villes natales jouent un rôle clé dans la création et le maintien d'un lien générique entre le migrant et son pays d'origine. Il serait souhaitable qu'elles favorisent le développement en suscitant l'épargne et l'investissement dans les pays d'origine. Elles revêtent par ailleurs une importance vitale pour ce qui est de réunir et de fournir des informations sur différents modèles de transfert.

Une politique globale efficace de gestion des rapatriements de fonds exige de pouvoir disposer d'une base de connaissances améliorée. L'OIM s'est donné beaucoup de peine pour doter les gouvernements d'instruments devant leur permettre de définir leurs politiques. Des recherches ont également été menées à cet effet dans différents PMA tels que le Bangladesh, le Burundi, le Cambodge, la République démocratique du Congo, Haïti et l'Ouganda.

En coopération avec la Banque africaine de développement, l'OIM a entrepris d'élaborer un projet relatif à la constitution d'un inventaire mondial des rapatriements de fonds dans lequel seront consignées les politiques et les pratiques en la matière. Cette initiative sera

particulièrement bénéfique pour les pays africains et les autres institutions ayant compétence pour traiter de la question des rapatriements de fonds.

Monsieur le Ministre,
Distingués ministres et délégués,

Les consultations ministérielles auxquelles nous prenons part aujourd'hui nous offrent une excellente occasion d'exposer nos vues et de faire part de nos expériences, d'échanger entre nous les meilleures pratiques et de nous mettre en quête des solutions et des réponses qu'attendent à la fois les migrants effectuant des transferts de fonds et les bénéficiaires. Il s'agit d'explorer de nouvelles voies pour encourager et renforcer l'impact des rapatriements de fonds sur le développement, la lutte contre la pauvreté et la croissance durable.

Comme aucun de vous ne l'ignore, le Dialogue de haut niveau de 2006 sera pour la première fois exclusivement consacré au débat sur les migrations internationales et le développement. En conséquence, je forme le vœu que cette conférence ministérielle contribuera dans une large mesure à jeter les bases d'un débat constructif et fructueux au sein des Nations Unies également.

Nous sommes à la disposition des gouvernements des PMA pour élaborer des programmes et des activités de suivi en vue de renforcer l'impact des rapatriements de fonds sur le développement. Qu'il nous soit donné de collaborer efficacement à la réalisation de notre objectif commun, à savoir que toutes les parties concernées puissent tirer parti des migrations.

Je vous souhaite des débats fructueux et je me réjouis vivement d'y prendre part moi-même et d'en tirer des enseignements utiles.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Final Version



Statement

by

Mr. Anwarul K. Chowdhury
United Nations Under-Secretary-General
and
High Representative for the Least Developed Countries,
Landlocked Developing Countries
and Small Island Developing States

at the Opening Session of
the Ministerial Conference of the Least Developed Countries
on

“Enhancing the Development Impact of Remittances”

Cotonou, Benin

10 February 2006

Mr. Minister of State,
Mr. Foreign Minister,
Deputy Director-General of International Organization for Migration, Mme. Ndioro
Ndiaye,
Distinguished Ministers,
Distinguished Members of the Diplomatic Corps,
Dear Colleagues from the United Nations System and other Multilateral Institutions,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,

Let me begin by saying that I take special pride in addressing this Conference for three primary reasons; first, it is a conference of the Least Developed Countries (LDCs) at the Ministerial level; second, the purpose of the conference is to focus on an issue of emerging importance, that is, how to enhance the development impact of workers' remittances; and third, it is being organized and hosted by the Government of Benin, Chair of the Group of the Least Developed Countries, as a follow-up to the outcome of the High-level Segment of the 2004 Economic and Social Council on resource mobilization for the LDCs.

This is a landmark conference, more so in the context of our preparations for the mid-term comprehensive global review of the implementation of the Brussels Programme of Action for the LDCs for the Decade 2001-2010 at the High-Level Meeting convened by the UN General Assembly in September this year.

The Brussels Programme is a results-oriented comprehensive poverty reduction strategy, tailored to the special needs of the LDCs, and designed as a framework for partnership between the LDCs and their development partners. It has set as its overarching objective to halve the number of people living in poverty and hunger by 2015 by fostering a people-centered policy framework, ensuring good governance at national and international levels, building human and institutional capacities, enhancing the role of trade in development, reducing vulnerability and protecting the environment and mobilizing financial resources.

The Programme of Action of the LDCs underscores the crucial role of resource mobilization for achieving its objectives, goals and targets. While recognizing the critical role of Official Development Assistance (ODA) and the need for debt cancellation, the Programme also calls for the promotion of innovative financial mechanisms. The remittances by the LDC diaspora and its contribution to the development in their respective countries of origin could very well be one such mechanism.

Over the past decade, remittances have become increasingly prominent.

According to official statistics, in 2005 remittance flows are estimated to have exceeded US \$232 billion worldwide, of which developing countries received US \$167 billion. Unrecorded flows through informal channels are estimated to conservatively add 50

percent or more of the recorded flows, implying that the true size of remittances received by developing countries was in excess of US\$ 250 billion in 2005.

That way, remittances were larger than foreign direct investment and amounted to more than twice the size of official aid received by developing countries. Remittances are the largest source of external financing in many developing countries. In LDCs like Cape Verde and Kiribati, remittances account for 39 and 20 percent of GDP respectively. For Lesotho and Samoa, the figures are 17 and 16.5 percent respectively. Bangladesh and Yemen rank the 8th and 13th among top 20 recipient developing countries in terms of remittances flows.

Recent research also shows and our colleague from the World Bank reiterated yesterday that contrary to conventional belief that migration is largely South-North and remittance flows North-South, South-South migration is estimated to be over half of the migrant stock, and South-South remittances account for 30-45% of the remittances flows in the South.

Remittances directly augment the income of the recipient households as these are private money transfer meant for individual and family needs. They also indirectly affect poverty and welfare through their macroeconomic effects. Remittances are associated with increased household investments in education, entrepreneurship, and health – all of which have a high social return. In addition to bringing the direct benefit of higher wages earned abroad, migration, therefore, helps households diversify their sources of income and thus reduce their vulnerability to risks.

By generating a steady stream of foreign exchange earnings, remittances can improve a country's creditworthiness and enhance its access to international capital markets. The ratio of debt to exports, a key indebtedness indicator, increases significantly when remittances are excluded. Financial institutions in several countries have raised over \$10 billion during the last decade using securitization of future remittance flows. All these provide considerable support to development efforts at the national level.

Here, I would like to echo the Ministerial Declaration of the UN Economic and Social Council in 2004 on the issue of remittances to LDCs. It said, “we recognize the importance of workers' remittances in mobilizing resources for development in the Least Developed Countries, and in that regard, we encourage all Governments to remove obstacles that might prevent the safe, unrestricted and expeditious transfer of earnings, assets and pensions” of migrant workers from the LDCs to their country of origin, and to consider measures to solve other problems that might impede such transfers. In that regard, the Ministerial Declaration took note of the G8 action plan entitled “Applying the power of entrepreneurship to the eradication of poverty”.

One area that I would draw your particular attention to is the high costs of remittances.

The fees charged by remittance service providers are often as high as 10 to 15 percent for small transfers typically made by poor migrants. These costs are unnecessarily high.

Reducing remittance fees would increase the disposable income of poor migrants, as well as the incentive to send more money home. Reducing remittance costs would also encourage the use of formal remittance channels.

High remittance costs faced by poor migrants can be reduced by increasing access to banking and strengthening competition in the remittance industry. Banks tend to provide cheaper remittance services than money transfer operators. Encouraging account-to-account transfers is likely to increase saving from remittances, and contribute to financial development of remittance recipient countries.

Both ‘sending’ and ‘receiving’ countries can increase banking access of migrants by allowing origin country banks to operate overseas, providing identification cards which are accepted by banks to open accounts, and facilitating the participation of microfinance institutions and credit unions in the remittance market.

Although there is no single and universal formula that could be applied to remittances across the globe, there exists plenty of good practices that could be applied elsewhere.

This conference provides a unique multistakeholder forum to share lessons learned and identify good practices in the area of remittances in the LDCs. I am sure this conference will provide a very valuable input both to the High-Level Dialogue on International Migration and Development to be held in New York on 14 and 15 September this year, and the High-Level Meeting on the mid-term comprehensive global review of the implementation of the Programme of Action of the Least Developed Countries at the sixty first session of the UN General Assembly in New York on 19 and 20 September.

Before concluding, let me thank again whole-heartedly our host, the government and people of beautiful Benin, for the warmth of their hospitality and all the arrangements made for the success of this first-ever ministerial conference on remittances. My special thanks go to Madame Ndioro Ndiaye, Deputy Director-General of the International Organization for Migration and her team for this support to and close collaboration with the United Nations to that end. I would also like to thank IOM, UNDP and its South-South Cooperation Unit, the World Bank, the governments of Norway and Ireland for their financial contribution.

I would like to conclude by quoting Secretary-General Kofi Annan. On international support to LDCs, he emphasized that **“the development of the least developed countries is an ethical imperative for the international community. It requires painstaking effort, commitment, resolve and forbearance on both sides. I renew this pledge on behalf of the United Nations: we will continue to walk beside you on your journey”**.
